Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 2 février 2016

n° 19062

Le sénateur Gabriel Oprea, ancien ministre de l'Intérieur et président de l'UNPR, sera poursuivi pour abus de pouvoir.
Démission du procureur en chef du Parquet général.
Ministre de la Justice : ma priorité n'est pas de lever ou de ne pas lever le MCV, mais de remplir ses objectifs.

Gabriel Oprea sera poursuivi pour abus de pouvoir. Les sénateurs ont levé aujourd'hui l'immunité de l'ancien ministre de l'Intérieur, en votant avec 102 voix pour et 30 contre en faveur de la demande de la Direction nationale anticorruption (DNA) d'engager des poursuites pénales son encontre. Gabriel Oprea est suspecté d'usage abusif de l'escorte policière durant son mandat de ministre. Entre janvier et octobre 2015, la Police de la Route a effectué plus de 1 600 missions d'escorte policière au bénéfice du ministre de l'Intérieur, trois fois plus que pour le Président et deux fois plus que pour le Premier ministre et les autres officiels. Les médias évoquent également la mort accidentelle du policier Bogdan Gigină, le 20 octobre 2015, pendant l'une de ces missions d'escorte (*PRO TV*).

Démission du procureur en chef du Parquet général. L'enquête sur l'utilisation d'escorte par M. Oprea a également révélé que ce dernier avait autorisé le Procureur général Tiberiu Nitu de bénéficier d'une escorte policière, bien qu'il n'en eût pas le droit. Selon les procureurs, il aurait bénéficié en 2015, sur la base d'un protocole conclu entre le ministère de l'Intérieur et le Parquet général, d'environ 700 déplacements accompagnés par un cortège policier assuré par la Police de la Route. Evoquant « un geste de responsabilité et d'honneur », Tiberiu Nițu a annoncé qu'il démissionnait, malgré le bilan positif du Parquet général, confirmé par le dernier rapport publié par la Commission européenne au titre du mécanisme de coopération et vérification. Selon l'ancien procureur général, son nom avait été « associé de manière artificielle à une situation de nature à avoir des conséquences sur l'image de l'institution ». Tiberiu Nițu avait été nommé à son poste le 16 mai 2013 pour un mandat de trois ans et n'avait pas l'intention de se porter candidat à sa propre succession (*Adevarul*). Raluca Prună, ministre de la Justice, a précisé que le ministère de la Justice entamerait la procédure de nomination d'un nouveau procureur général « avec célérité » (*Agerpres*). Bogdan Licu, premier adjoint du procureur général, assurera l'intérim (*Agerpres*).

Economie. Costin Borc, ministre de l'Economie, a salué dans un entretien sur *Realitatea TV* l'activité de la DNA qui avait un effet bénéfique sur l économie roumaine, en attirant toutefois l'attention sur certains « effets pervers » de son action sur les fonctionnaires des ministères roumains et implicitement sur le milieu d'affaires. Selon le ministre, les fonctionnaires sont plus réticents à assumer la signature de documents nécessaires aux investisseurs, par crainte de la DNA.

Interview de la ministre de la Justice. La corruption reste un problème important en Roumanie, a affirmé Raluca Prună, ministre de la Justice, dans une interview accordée à *Wall Street Journal*, rappelant toutefois que son pays avait fait des progrès significatifs dans la lutte contre la grande corruption. « La manière dont la société romaine a agi récemment, en sortant dans la rue pour crier « Corupția ucide » (« La corruption tue ») montre bien que ce processus a été assimilé », a déclaré la ministre, en faisant référence aux manifestations de novembre 2015 à la suite de l'incendie meurtrier qui a ravagé la discothèque Colectiv de Bucarest. La ministre a exprimé son espoir que le mécanisme de coopération et de vérification (MCV) instauré par la Commission européenne pour suivre la réforme de la justice en Roumanie ne serait bientôt plus nécessaire. « *Ma priorité n'est pas de lever ou de ne pas lever le mécanisme, mais de remplir ses objectifs afin de pouvoir dire ensuite que*

nous n'en avons plus besoin ou que nous avons besoin d'un scénario de levée graduelle du mécanisme dans le futur proche » (*Agerpres*).

Lutte contre le financement du terrorisme. Les médias reprennent de manière factuelle le plan annoncé par la Commission européenne de lutte contre le financement du terrorisme. Il s'agit d'un plan que la France avait demandé de manière insistante dès les attaques contre la rédaction de Charlie Hebdo de janvier 2015, remarque *RFI Roumanie*. D'autre part, les européens et leurs alliés examinent l'opportunité d'une intervention en Libye, pays où les djihadistes gagnent du terrain (*Agerpres*, *Mediafax*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Mihnea Motoc, ministre de la Défense nationale, a renouvelé au général français Pierre de Villiers, chef d'Etat-major des Armées, l'assurance du soutien de la Roumanie aux efforts de lutte contre le terrorisme international (*Agerpres*).

- Le chanteur Gabriel Cotabiță a chanté trois chansons en français. Il a participé aux côtés d'autres artistes roumains au concert *FrenchMania*, organisé par l'Institut français (*Libertatea*).

- Le film « le Trésor » du réalisateur Corneliu Porumboiu passera au Cinéma des cinéastes de Paris, en présence de l'auteur, le 9 février, à la veille de sa sortie en France (*Agerpres*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie